



**ANNUAL  
MEETINGS**  
2022 | WASHINGTON DC  
INTERNATIONAL MONETARY FUND  
WORLD BANK GROUP



**WORLD BANK GROUP**

---

14 octobre 2022

Allocution de **DAVID MALPASS**,  
Président du Groupe de la Banque mondiale  
à l'adresse du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale  
lors de la séance plénière annuelle

**Allocution de David Malpass,  
Président du Groupe de la Banque mondiale  
à l'adresse du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale  
lors de la séance plénière annuelle**

Bonjour et bienvenue à tous,

Je vous remercie, Monsieur le Président Abdalla. Merci également à vous ma chère amie et collègue, Kristalina, pour votre intervention. Je suis très heureux que ces Assemblées annuelles se tiennent en présentiel après deux années de formats virtuel et hybride. Animées par une énergie incroyable et un foisonnement de bonnes idées, réunions et activités de cette semaine se déroulent remarquablement bien. L'intensité de l'engagement en faveur du développement et du progrès mondial est une source de motivation pour nous tous. Je suis tout particulièrement heureux de vous voir tous ici et tout au long des réunions de cette semaine.

J'aurais juste souhaité que nous nous rencontrions dans de meilleures circonstances. La crise qui menace le développement est en train de prendre de l'ampleur.

À l'avenir, les institutions de Bretton Woods vont devoir réexaminer leurs rôles, leur gouvernance et la structure de leur capital, et évoluer de manière à pouvoir s'attaquer au changement climatique et à la question des biens publics mondiaux. Les dons sont essentiels au développement, et une IDA encore plus grande à l'avenir sera une source importante de dons et de financements profondément favorables pour les pays les plus pauvres. Dans le cadre de l'évolution du Groupe de la Banque mondiale, il sera nécessaire de revoir à la hausse les engagements et de déployer les projets à une plus grande échelle, y compris pour les biens publics mondiaux. Je souhaiterais vraiment entendre vos idées lors de la séance plénière du Comité du développement et dans les semaines à venir.

Cela fait deux ans que nous nous sommes réunis en séance plénière des Assemblées annuelles. Je souhaiterais donc faire un point détaillé sur les résultats financiers du Groupe de la Banque et sur quelques-uns des défis titanesques qui se posent.

Dans les pays en développement, les populations accusent de graves pertes des acquis du développement par suite de la pandémie de COVID-19, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les conséquences sur le plan humain sont catastrophiques. La pandémie de COVID-19 – qui à elle seule a fait plus de six millions de morts –, les conflits géopolitiques et les phénomènes météorologiques extrêmes ont frappé les pays et les populations partout dans le monde, les pauvres en payant le plus lourd tribut, surtout les femmes et les filles.

En 2020, la pandémie de COVID-19 a fait sombrer environ 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, soit le nombre le plus élevé depuis que nous avons commencé à suivre cet indicateur. Le revenu médian mondial quant à lui a diminué de 4 % en 2020, enregistrant ainsi sa première baisse depuis que nous avons commencé à le mesurer.

Le resserrement des conditions financières à l'échelle mondiale, le ralentissement de la croissance et la dépréciation des monnaies érodent la marge de manœuvre budgétaire dont disposent les États pour financer l'éducation, la santé, l'action climatique et les infrastructures. Plus de 60 % des pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou courent un risque élevé de l'être. De nombreux pays à revenu intermédiaire sont confrontés à des pressions accrues sur les liquidités. Les paiements au titre du service de la dette augmentent. Pour la seule année 2022, les pays IDA paieront plus de 44 milliards de dollars à leurs créanciers bilatéraux et privés. Ces obligations pèsent lourdement sur l'aide apportée à ces pays par la Banque et le FMI durant l'année civile en cours. Il est impératif d'améliorer les mécanismes internationaux pour régler le problème de l'endettement insoutenable.

C'est notamment dans le secteur de l'éducation que le recul des progrès a été le plus grave du fait de la fermeture prolongée des écoles pendant la pandémie. Nos données montrent que 70 % des enfants des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont touchés par la pauvreté des apprentissages – qui s'entend de la proportion d'enfants

incapables de lire ou de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans. La COVID-19 a aggravé la crise mondiale de l'apprentissage et est à l'origine du pire choc de l'histoire subi par l'éducation et l'apprentissage. Travaillant en collaboration avec l'UNICEF, l'UNESCO et de nombreux partenaires, nous avons appelé les pays à garder les écoles ouvertes, à adapter l'enseignement au niveau d'apprentissage des élèves, à mettre l'accent sur l'apprentissage de base et à accroître les financements.

Le Groupe de la Banque mondiale a intensifié son soutien opérationnel par vagues successives, de manière rapide et efficace et à grande échelle – d'abord pour faire face à la pandémie de COVID-19, et maintenant en réponse à la forte inflation, au risque d'insécurité alimentaire, à la guerre russe contre l'Ukraine et à ses répercussions.

Je reste horrifié par les actions de la Russie et j'appelle au départ des forces russes de l'Ukraine. Depuis le début de la guerre, le Groupe de la Banque a mobilisé 13 milliards de dollars de financements d'urgence pour l'Ukraine, notamment des dons, des garanties et des financements parallèles connexes des États-Unis, du Royaume-Uni, des pays européens et du Japon. Environ 11 milliards de dollars ont déjà été décaissés. Pour mobiliser un soutien supplémentaire, la Banque a également créé un fonds multidonateurs afin d'aider l'État ukrainien à maintenir sa capacité à fournir des services, à mener des opérations de secours et à planifier et entreprendre le relèvement et la reconstruction du pays.

J'aimerais prendre un instant pour remercier notre dévoué personnel en poste dans plus de 130 localités à travers le monde qui s'emploie avec passion et persévérance à la poursuite de notre mission.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour remercier nos actionnaires de leur soutien, et en particulier ceux qui ont déjà souscrit au capital dans le cadre des augmentations du capital de la BIRD et d'IFC de 2018. Il est impératif de procéder rapidement aux paiements à un moment où nous cherchons à capitaliser efficacement nos financements pour relever les défis concomitants auxquels nos clients sont confrontés.

En fin septembre, la BIRD avait reçu 4,4 milliards de dollars sur les 7,5 milliards de dollars de parts allouées. IFC quant à elle avait reçu 2,3 milliards de dollars sur les 5,5 milliards de dollars de parts allouées.

Je tiens également à vous remercier, mesdames et messieurs les Gouverneurs, de vos généreuses promesses de contribution à IDA-20. La reconstitution des ressources d'IDA-20, d'un montant de 93 milliards de dollars, a été la plus ambitieuse de l'histoire de l'IDA et est soutenue par un train de mesures adapté aux besoins. Cette enveloppe de financement record a pu être constituée grâce aux contributions d'un montant total de 23,5 milliards de dollars provenant de 52 pays à revenu élevé ou intermédiaire, qui s'ajoutent aux financements levés sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux remboursements sur les crédits antérieurs et aux propres contributions de la Banque mondiale. Elle témoigne de la valeur ajoutée exceptionnelle que l'IDA apporte à ses partenaires. En effet, chaque dollar versé par les bailleurs de fonds à l'IDA se transforme en pratiquement quatre dollars d'aide financière en faveur des pays les plus pauvres, ce qui offre une plateforme robuste et solidaire et des moyens d'action plus efficaces pour influencer sur le développement.

Durant l'exercice 22, les engagements du Groupe de la Banque ont atteint un montant inégalé de 115 milliards de dollars. Guidés par nos travaux d'analyse, ces engagements ont notamment aidé les pays à faire face à la hausse des prix alimentaires, à maîtriser les flux de réfugiés, à renforcer l'état de préparation sanitaire, à maintenir les échanges du secteur privé et à soutenir les efforts déployés pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, au bénéfice en particulier des pauvres et des plus vulnérables. Compte tenu de l'augmentation de la demande de prêts due à la hausse des taux d'intérêt mondiaux, il est de plus en plus important de mettre en place des programmes modulables et percutants dans les pays et de financer les biens publics mondiaux.

Le résultat net de la BIRD s'est élevé à 4 milliards de dollars pour l'exercice 22, contre 2 milliards de dollars pour l'exercice 21, en raison principalement des plus-values non réalisées sur les portefeuilles n'ayant pas fait l'objet de transactions. Le revenu disponible, qui est l'indicateur auquel se réfère la BIRD pour décider de l'affectation du

résultat net, était de 0,8 milliard de dollars, contre 1,2 milliard de dollars pour l'exercice 21. Cela s'explique essentiellement par l'augmentation des provisions pour pertes sur prêts et autres engagements, due en grande partie à la hausse des taux d'intérêt à terme implicites. La discipline budgétaire imposée tout au long de l'exercice a permis d'accroître le revenu disponible et de financer intégralement les activités de la Banque afin d'élargir le champ de ses interventions. Le revenu disponible a servi à augmenter les fonds propres et soutenir les activités de développement, ainsi qu'un transfert de la BIRD à l'IDA d'un montant de 117 millions de dollars.

L'enveloppe de 5 milliards de dollars approuvée par notre Conseil au titre du dispositif de protection contre les crises pour l'exercice 23 nous permettra de continuer à répondre à la forte demande de nos pays clients, avec un plafond de prêt de 36,4 milliards de dollars pour l'exercice 23 et un niveau soutenable de prêts annuels (SALL) ajusté à 27 milliards de dollars. Non seulement le SALL estimé est conforme au ratio statutaire minimum de fonds propres sur prêts, mais il cadre aussi avec le plafond statutaire de prêts prévu par les Statuts de la BIRD.

Notre capacité de riposte à la crise au-delà de l'exercice 23 peut être renforcée davantage par l'augmentation des garanties bilatérales émises par des bailleurs de fonds hautement cotés, l'accroissement des financements sous forme de dons émanant de la communauté internationale et la souscription en temps opportun à l'augmentation de capital décidée en 2018, ce qui permettrait à la BIRD d'accroître ses engagements en tenant compte de sa viabilité financière.

S'agissant de l'IDA, les décaissements bruts, qui se sont élevés à 21,2 milliards de dollars durant l'exercice 22, sont supérieurs à la moyenne des cinq derniers exercices et aux niveaux d'avant la pandémie. Le résultat net de l'Association est ressorti à 12 millions de dollars, contre une perte nette de 433 millions de dollars pour l'exercice 21. L'augmentation du résultat net s'explique principalement par les gains de change résultant de l'affermissement du dollar des États-Unis. Le résultat net ajusté, qui est l'indicateur auquel l'IDA se réfère pour suivre les résultats économiques de ses opérations, s'est établi à 0,3 milliard de dollars, soit 0,1 milliard de dollars de moins que pour l'exercice précédent. Cette baisse des résultats pour l'exercice 22 s'inscrit dans le

contexte d'une augmentation ponctuelle et substantielle des produits d'intérêts durant l'exercice 21, lorsque le Soudan a réussi à apurer ses arriérés. Il est important de noter que durant l'exercice 21, nous avons mis en œuvre la Politique de financement durable du développement de l'IDA afin de promouvoir la transparence et la viabilité de la dette.

IFC a accusé une perte nette de 464 millions de dollars durant l'exercice 22, qui est essentiellement attribuable à la baisse des revenus de trésorerie liée à la forte augmentation des rendements des bons du Trésor des États-Unis. Il faut dire que le résultat net d'IFC, qui s'est élevé à 4,2 milliards de dollars l'exercice précédent, a bénéficié de 3,3 milliards de dollars de plus-values latentes sur les placements, lorsque les marchés ont amorcé une reprise après les soubresauts ayant suivi l'écllosion de la COVID-19.

Enfin, le résultat net de la MIGA s'élevait à 28 millions de dollars pour l'exercice 22, contre 82 millions de dollars pour l'exercice 21. Ce recul tient à l'effet combiné de l'augmentation des provisions pour sinistres, d'une perte sur placements pour l'exercice 21, et d'une baisse du revenu d'exploitation associée à l'augmentation budgétisée des charges de personnel et la diminution du rendement net des primes.

Le Groupe de la Banque a également débloqué des fonds supplémentaires à l'appui du développement dans le cadre de son programme d'emprunt, en s'appuyant toujours sur les marchés financiers. Au cours de l'exercice 22, la BIRD, l'IDA et IFC ont contracté des emprunts à moyen et long termes chiffrés à 40,8 milliards de dollars, 9,8 milliards et 9,1 milliards de dollars, respectivement. L'IDA a continué d'allonger sa courbe de référence et a émis en janvier 2022 une obligation de 2 milliards d'euros à 20 ans assortie d'un coupon de 70 points de base. Plus récemment, en août 2022, elle a également émis une obligation de 2 milliards d'euros à 15 ans assortie d'un coupon de 250 points de base, continuant ainsi à attirer des capitaux privés.

Depuis l'écllosion de la COVID-19, ces emprunts importants et fructueux ont permis au Groupe de la Banque d'engager 270 milliards de dollars, un montant sans précédent, en faveur de ses clients des secteurs public et privé, pour lutter contre les effets de la pandémie. Cette enveloppe a aidé à faire face à l'urgence sanitaire, renforcer les

systèmes de santé, accroître le financement des programmes de protection sociale, soutenir les entreprises, créer des emplois et financer l'achat et la distribution de vaccins contre la COVID-19.

Pour renforcer la préparation, la Banque a créé un nouveau Fonds d'intermédiation financière pour la prévention des pandémies et la préparation et la riposte à ces dernières. Ce fonds assurera un flux durable de financements dédiés supplémentaires qui serviront à renforcer les capacités des pays à revenu faible ou intermédiaire et à remédier aux déficiences criantes par des investissements et des opérations d'assistance technique aux niveaux national, régional et mondial.

En réponse aux nombreuses crises qui sévissent actuellement, nous prévoyons d'engager 170 milliards de dollars sur la période de 15 mois allant d'avril 2022 à juin 2023. Dans cette enveloppe, 30 milliards de dollars seront consacrés à la crise alimentaire, notamment pour combattre l'insécurité alimentaire, encourager la production alimentaire et la production d'engrais, améliorer les systèmes alimentaires, faciliter les échanges commerciaux et soutenir les ménages et les producteurs vulnérables. IFC a lancé un mécanisme distinct doté de 6 milliards de dollars dans le but de renforcer la capacité du secteur privé à répondre à la crise et à soutenir la production alimentaire.

Au début de la crise alimentaire, nous avons joint notre voix à celle du FMI, de l'OMC, du PAM et de la FAO pour appeler à une action urgente et coordonnée destinée à accroître la production mondiale et à aider les pays vulnérables en matière de sécurité alimentaire. Depuis lors, des progrès considérables ont été accomplis dans quatre domaines clés : fourniture d'un soutien immédiat aux populations vulnérables ; facilitation des échanges commerciaux et de l'approvisionnement international en denrées alimentaires ; augmentation de la production ; et investissement dans une agriculture à l'épreuve du climat. Nous continuons d'appeler l'attention sur la nécessité d'accroître davantage la production, de réduire les excédents de stockage, de lever les obstacles à l'exportation et à l'importation et d'investir dans la transformation des systèmes alimentaires. Les 639 milliards de dollars utilisés pour des subventions agricoles qui créent des distorsions à l'échelle mondiale devraient être réaffectés à la



transformation des systèmes alimentaires et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

À travers l'**Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire**, nous nous employons aussi, de concert avec le G7 dont l'Allemagne assure la présidence, à relever les carences, à les cartographier à l'aide d'un tableau de bord et à fournir des informations actualisées et de qualité sur les variables relatives à l'alimentation, à la nutrition et au financement.

Les répercussions de la guerre en Ukraine obligent les pays à redéfinir leurs priorités énergétiques, ce qui pourrait ralentir la transition énergétique et compromettre l'atteinte des objectifs concernant l'accès à l'énergie et le climat mondial. La hausse des prix de l'énergie pour les particuliers comme pour les entreprises freine la croissance économique et entraîne un retour à des sources d'énergie plus polluantes. La crise mondiale de l'alimentation, de l'énergie et des engrais frappe de plein fouet les pays en développement, ces secteurs étant étroitement liés. Le gaz naturel est utilisé à la fois comme matière première et comme source d'énergie dans la production de l'ammoniac, représentant 70 à 80 % des coûts de production de ce composé. La hausse rapide des prix du gaz naturel a entraîné une envolée des prix des engrais, qui ont triplé au cours des deux dernières années. Le resserrement des approvisionnements en gaz naturel l'envolée des prix ont amené de nombreux producteurs d'urée et d'ammoniac à cesser leurs opérations, ce qui pourrait réduire les taux d'épandage d'engrais lors de la prochaine campagne agricole et, partant, prolonger et aggraver la crise alimentaire.

Dans le même temps, la crise climatique se poursuit inexorablement, agissant sur la productivité agricole, les migrations et les moyens de subsistance. Durant les trois années et demie que j'ai passées à la tête du Groupe de la Banque mondiale, l'institution n'a cessé d'augmenter ses engagements qui ont des avantages climatiques connexes, et qui ont atteint le montant record de 31,7 milliards de dollars au cours de l'exercice 22. Le Groupe de la Banque reste la première source multilatérale de financement des investissements climatiques dans les pays en développement. Nous allons plus loin en fournissant des solutions pour mettre en commun les ressources de la communauté mondiale à l'appui de projets à fort impact et déployables à grande

échelle qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, améliorent la résilience et donnent des moyens d'action au secteur privé. Dans ce contexte, nous envisageons la mise en place de SCALE, un nouveau fonds fiduciaire-cadre pour les activités climatiques de la Banque axées sur les résultats. Dans le cadre de SCALE, nous accorderons des dons pour des réductions d'émissions vérifiables et viserons à élargir les sources de financement de ces activités, y compris auprès du secteur privé et d'acteurs philanthropiques. Cette initiative est une source importante de financement non générateur de dettes, qui vise à encourager l'action climatique et à aider les pays à se fixer des cibles plus ambitieuses dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN).

Dans le cadre de notre Plan d'action sur le changement climatique, dont l'objet principal est d'intégrer le climat et le développement, nous avons commencé à publier nos **Rapports nationaux sur le climat et le développement (CCDR)**. Ces rapports constituent de nouveaux outils de diagnostic fondamentaux conçus pour aider les pays à privilégier les actions les plus susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de promouvoir l'adaptation au changement climatique. Les rapports concernant la Türkiye, le Viet Nam, le G5 Sahel, le Népal, le Rwanda et la Chine ont déjà été publiés, et environ vingt autres sont près d'être achevés et devraient être publiés dans les prochains mois.

Nous sommes également la tête de proue des efforts de réduction des émissions de méthane par le biais de projets et d'initiatives à fort impact. Compte tenu du pouvoir de réchauffement du méthane à court terme, des mesures à la fois économiques et efficaces sont impératives. Nous intervenons depuis longtemps dans ce domaine et intensifions nos actions pour que des mesures d'atténuation soient rapidement adoptées. Nous collaborerons plus systématiquement avec les clients sur cette question, y compris dans le cadre des CCDR ; nous fournirons un soutien analytique et financier plus important ; et nous entreprendrons de mobiliser les partenaires, y compris d'autres institutions de financement du développement et le secteur privé.

Pour relever des défis de développement de plus en plus complexes, le Groupe de la Banque doit maintenir ses valeurs fondamentales et promouvoir une solide culture

organisationnelle. Le recul enregistré sur le plan du développement impose de veiller plus scrupuleusement encore au déploiement rationnel des ressources et au renforcement du fonctionnement des institutions.

Pour sa part, la Banque a procédé à une restructuration qui a introduit des cadres de responsabilité des dirigeants qui permettent à ces derniers de même qu'au personnel d'être plus proches des clients et plus présents dans les programmes nationaux. L'objectif étant de mettre les connaissances mondiales au service des pays clients et d'obtenir de bons résultats en matière de développement qui seront transposables, en particulier dans les pays en situation de fragilité et de conflit. Nous avons mis en œuvre les recommandations visant à lutter contre le harcèlement sexuel, la discrimination raciale et les représailles. Je suis personnellement résolu à rendre le Groupe de la Banque plus responsable et plus inclusif.

Je ne doute pas que des solutions durables germeront grâce à notre travail acharné, pour peu que nous nous ouvrons à un changement constructif qui passe par l'innovation, de nouvelles utilisations des actifs existants, la réorientation des compétences des travailleurs et l'allègement du poids excessif de la dette. Nous continuerons d'œuvrer en faveur d'une croissance diversifiée qui réduit la pauvreté et relève tous les pays et tous les peuples.

Je vous remercie de votre attention.